

**Analyse de la problématique du prix élevé
des produits pétroliers pour la région de Montréal
entre le 1^{er} février 1999 et le 27 juin 2000**

Martin Petit

Octobre 2000

POUR JOINDRE L'IRIS

Courriel : secretariat@iris-recherche.qc.ca
Site Internet : <http://www.iris-recherche.qc.ca>

Adresse postale :
3644 boul. Saint-Laurent
B.P. #21 535
Montréal, Québec,
H2X 3Z1

ISBN 2-923011-01-5
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 2002
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Canada, 2002

Cette étude a été commandée et financée par
Action Réseau Consommateur.

Sommaire

À Montréal, entre le 1^{er} février 1999 et le 27 juin 2000, l'essence a connu une flambée de prix, celui-ci passant de 52,3¢ à 81,6¢ le litre. Les grandes pétrolières œuvrant au Québec ont expliqué la hausse des prix par l'importance des taxes perçues sur l'essence par les gouvernements (gouvernement fédéral, gouvernement provincial et Agence métropolitaine de transport).

L'analyse de l'évolution des diverses composantes du prix de l'essence nous montre plutôt les faits suivants:

- Depuis janvier 1999, le coût du pétrole brut inclus dans un litre d'essence a augmenté de 201,8%, soit de 11,1¢ à 33,5¢;
- La marge du raffineur a considérablement varié passant de 3,5¢ le litre en février 1999 à 10,8¢ au 28 mars 2000 avant de redescendre. Ensemble, du 1^{er} janvier 1999 au 26 septembre 2000, le prix du pétrole brut et du raffinage d'un litre de pétrole a augmenté de 160%;
- En ce qui concerne **toutes** les taxes directes sur le pétrole, elles n'ont pas bougé d'un dixième de sou depuis le 1^{er} janvier 1999 et même plus. Les taxes à la consommation ont été normalement perçues sur les produits pétroliers comme sur tous les autres produits de consommation.

Nous pouvons donc attribuer la hausse du prix de l'essence au coût élevé exigé au litre par les pétrolières intégrées.

Le contrôle presque total qu'exercent les pétrolières intégrées sur le marché de l'essence leur permet, entre autres, de fixer les prix. Or, au cours de la période étudiée, les pétrolières ont également réduit volontairement leurs stocks de pétrole et de produits raffinés afin de créer une fausse rareté. Cette rareté a poussé faussement les prix à la hausse. En observant les bénéfices des pétrolières intégrées qui œuvrent au Québec, nous constatons qu'elles sortent grandes gagnantes de cette hausse artificielle du prix de l'essence au litre.

Introduction

Avant d'aborder la problématique du prix élevé des produits pétroliers, rappelons que les pétrolières œuvrent dans un marché oligopolistique, c'est-à-dire que quelques entreprises multinationales contrôlent le marché mondial des produits pétroliers. Au Québec, quatre grandes pétrolières intégrées¹ se partagent 74% du marché de la distribution des produits pétroliers², le reste étant divisé entre divers détaillants indépendants. Les fusions de plusieurs multinationales survenues au cours des dernières années ont amplifié cette concentration du pouvoir dans les mains de quelques joueurs.

Un effet de ce contrôle

Depuis le mois de janvier 1999, nous avons été témoins d'une importante hausse du prix des produits pétroliers. Le prix du pétrole brut est passé de 11,1¢ le litre en janvier 1999 à 33,5¢ le litre en date du 26 septembre 2000, une hausse de plus de 200%. Différents points de vue ont été formulés relativement à la responsabilité de cette forte hausse. Certains ont pointé les taxes du gouvernement, d'autres jugeaient que les mécanismes du marché jouaient normalement leur rôle tandis que plusieurs ont parlé de pénurie. Mais qu'en est-il réellement? Afin de mieux comprendre cette problématique, un bref historique s'impose.

Au mois de juillet 1998, devant l'effondrement des cours du pétrole, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole³ (OPEP) décide de « réduire [la] production pétrolière de 1,355 millions de barils par jour ». Cette baisse s'ajoutait « à celle de 1,25 millions de barils par jour annoncée en mars 1998. ». « L'idée de l'Arabie saoudite est de réunir les pays qui possèdent actuellement environ 70% des réserves de pétrole connues dans le monde. Ces pays auraient donc intérêt à maintenir un prix élevé de leur pétrole à long terme afin de tirer le maximum de valeur de leurs réserves. »⁴. Il s'agissait donc d'une réduction totale de 2,6 millions de barils par jour en moins de six mois et ce, jusqu'à la fin du mois de juin 1999. Malgré cette baisse de production, le prix du pétrole a poursuivi sa descente jusqu'à la fin de l'année 1998.

Le 23 mars 1999, les onze pays membres de l'OPEP décidaient de baisser à nouveau la production mondiale de pétrole de 2,1 millions de barils par jour [2,6% de la production mondiale] à partir du 1^{er} avril 1999 et ce, pour une durée d'un an⁵. C'est à partir de ce moment que le prix du pétrole a réellement débuté sa hausse. Confiantes des mesures adoptées, « l'OPEP a décidé, [le 22 septembre 1999] à Vienne, de maintenir *au moins*

¹ Une pétrolière intégrée contrôle tout le processus de production jusqu'à la vente, c'est-à-dire de l'extraction du pétrole brut à la station service.

² Il s'agit de Petro-Canada, Esso, Ultramar et Shell.

³ L'OPEP regroupe les plus grands pays exportateurs de pétrole au monde. En principe, cet organisme devrait être sous la responsabilité des pays qui en sont membres mais, dans les faits, les décisions prises sont grandement influencées par le lobby des compagnies pétrolières multinationales.

⁴ RIVERIN, François, **L'OPEP parvient à arrêter la glissade du prix du pétrole**, journal *Les Affaires*, 4 juillet 1998. On peut aisément substituer ici que le mot « pays » par « intérêts des pétrolières ».

⁵ D'après AP, Vienne, **L'OPEP réduit la production mondiale**, *La Presse*, 24 mars 1999.

jusqu'en mars 2000 le cap des réductions de production suivi depuis le printemps dernier »⁶. Le message ne pouvait être plus clair.

Il faut comprendre qu'en faisant baisser la production mondiale de pétrole, l'OPEP préparait une hausse éventuelle « logique » du prix des produits pétrolier. Pourquoi et comment? Simplement par le fait de réduire les stocks de pétrole brut et de produits raffinés disponibles, les pétrolières allaient créer une rareté volontaire.

René Blouin de l'*Association québécoise des indépendants du pétrole (AQUIP)* nous rappelait cet été « qu'il y a trois ou quatre ans, les raffineurs avaient en stock de l'essence pour 90 jours en avance. Aujourd'hui [le 1^{er} juin 2000], les stocks en réserve sont suffisants pour environ 20 jours ». Avec raison, M. Blouin qualifiait cette rareté d'« artificielle et provoquée »⁷.

Ainsi, entre le 24 août 1999 et le 24 août 2000, les stocks d'essence ont diminué de 4,6 millions de barils tandis que les réserves de produits distillés, comprenant le mazout domestique, ont été réduits de 30,7 millions de barils. Au 24 août 2000, les stocks étasuniens de brut étaient à leur plus bas niveau depuis 24 ans.⁸ Cette « rareté » fut très pratique, on s'en doute, puisqu'elle a contribué à créer l'incroyable pression à la hausse sur les prix que nous connaissons aujourd'hui.

Les perdants

Pour les consommateurs sans alternative aux produits pétroliers, cette hausse pose de sérieux problèmes : pour les plus démunis utilisant le chauffage au mazout, elle vient gruger une nouvelle part de leur pouvoir d'achat déjà très faible, tandis que pour les camionneurs indépendants ou les taxis, elle peut faire la différence entre une journée rentable ou non. Parce que la grande majorité des automobilistes peuvent utiliser les transports en commun ou pratiquer le covoiturage, il ne fait pas de doute qu'une telle hausse puisse encourager un changement souhaitable dans les habitudes des consommateurs ayant accès à des alternatives aux produits pétroliers. Dans la mesure où cette hausse ne vise clairement pas ce but, on peut alors poser la question de la légitimité de celle-ci.

Pourtant, le Canada a largement subventionné les entreprises pétrolières du pays afin de maintenir le prix du pétrole à des niveaux raisonnables. Il appert maintenant que les sommes investies par le gouvernement se retournent contre la collectivité, contre ceux et celles qui ont financé les subventions versées aux pétrolières. Il faut savoir que ce type de largesses financières étatiques ne se retrouve pas partout dans tous les pays du monde. À titre d'exemple, un litre d'essence coûte environ 2 \$ en Europe, un prix beaucoup plus près du coût réel qu'au Canada ou aux États-Unis et clairement moins financé par l'État. En intégrant tous les coûts associés aux automobiles dans le prix de l'essence, le

⁶ CHAPLAIN-RIOU, Myriam, **L'OPEP maintient le cap des réductions de production**, *La Presse*, 23 septembre 1999.

⁷ BINSSE, Lisa, **Une rareté d'essence « artificielle »?**, *La Presse*, 1^{er} juin 2000.

⁸ D'après AFP, Londres, **Pétrole**, *La Presse*, 24 août 2000.

gouvernement favoriserait l'ouverture de marchés offrant des alternatives au pétrole tout en redistribuant les coûts sur les usagers de la route. Afin de maintenir le prix du mazout domestique à des prix raisonnables, le gouvernement pourrait fixer les prix de ce produit essentiel et financer ce bas prix à l'aide d'une taxe spéciale.

Pour mieux comprendre la distribution actuelle du prix de l'essence, voyons la répartition de ses composantes.

Les composantes du prix d'un litre d'essence

À Montréal, le prix actuel d'un litre d'essence comprend les éléments suivants :

- le prix du pétrole;
- la marge bénéficiaire brute du raffineur;
- la marge bénéficiaire brute du distributeur;
- la taxe fédérale fixe de 10¢ par litre;
- la taxe provinciale fixe de 15,2¢ par litre;
- la taxe de l'Agence métropolitaine de transport de 1,5¢ par litre et;
- la TPS de 7% à laquelle s'ajoute la TVQ de 7,5%.

Note : Les pétrolières intégrées encaissent les trois premières sommes tandis que les pétrolières indépendantes n'encaissent que la marge bénéficiaire du distributeur.

Depuis janvier 1999, le coût du pétrole brut inclus dans un litre d'essence a augmenté de 201,8%, soit de 11,1¢ à 33,5¢. De tous les éléments inclus dans le prix d'un litre d'essence, le coût du pétrole brut est celui ayant le plus d'impact sur l'augmentation du prix du carburant.

La marge du raffineur a considérablement varié passant de 3,5¢ le litre en février 1999 à 10,8¢ au 28 mars 2000 avant de redescendre. Cette marge a également contribué à faire augmenter le prix du litre d'essence mais moins que le prix du pétrole brut. Ensemble, du 1^{er} janvier 1999 au 26 septembre 2000, le prix du pétrole brut et du raffinage d'un litre de pétrole a augmenté de 160%.

Pour sa part, la marge du distributeur a quelque peu varié mais n'a pas eu d'effet substantiel sur le prix du litre d'essence. Au 28 septembre 2000, la marge du distributeur était supérieure de 0,2¢ à celle de janvier 1999, passant de 3,6¢ à 3,8¢. (Voir annexe 1 pour le détail).

En ce qui concerne les différentes taxes directes sur le pétrole, elles n'ont pas bougé d'un dixième de sou depuis le 1^{er} janvier 1999 et même plus. Les taxes à la consommation ont été normalement perçues sur les produits pétroliers comme sur tous les autres produits de consommation. (Voir annexe 2)

Il est tout de même surprenant de constater la stabilité des taxes du gouvernement et de la comparer à l'incroyable hausse de prix des produits pétroliers. Les monde des affaires et quelques groupes citoyens ont pourtant réclamé à grands cris une baisse des taxes sur l'essence et non une baisse du prix du pétrole contrôlé par les pétrolières.

Pierre Fortin, professeur à l'Université du Québec à Montréal, soutient qu'il ne faut surtout pas baisser les taxes gouvernementales parce qu'elles « n'ont rien à y voir. Elles poursuivent des objectifs essentiels que l'augmentation n'a pas modifiés : entretenir les routes et réduire la pollution atmosphérique. ». Ajoutons également les frais médicaux et autres dépenses liées aux automobiles et la pertinence de ces taxes ne sera que plus évidente, surtout si, comme le rappelle M. Fortin, « le fruit de ces deux taxes suffit à peine à couvrir les dépenses liées à notre réseau routier. »⁹.

Qui a le plus profité de cette augmentation du prix du pétrole?

En observant les derniers bénéfices trimestriels des sociétés pétrolières œuvrant au Québec, on constate l'effet bénéfique de cette hausse sur leur rendement. Voici ce que les compagnies pétrolières ont déclaré relativement à leurs bénéfices des deux premiers trimestres de 2000 :

Esso (L'Impériale) :

Premier trimestre de 2000 : « Les résultats du 1^{er} trimestre parmi les meilleurs » ; « Le prix du pétrole brut a plus que doublé ».

Deuxième trimestre de 2000 : « Le bénéfice du premier semestre [les deux premiers trimestres] compte parmi les meilleurs jamais enregistrés. »¹⁰.

Petro-Canada :

Premier trimestre de 2000 : « Petro-Canada annonce un bénéfice d'exploitation record pour le premier trimestre » ; « L'augmentation du bénéfice d'exploitation est attribuable à la hausse marquée des prix du pétrole et du gaz, à l'amélioration des marges de raffinage, de même qu'aux volumes élevés enregistrés dans tous les secteurs de l'entreprise. ».

Deuxième trimestre de 2000 : « Petro-Canada réalise un bénéfice trimestriel record. » ; « Petro-Canada a annoncé aujourd'hui un bénéfice net trimestriel sans précédent de 259 millions \$ (...). »¹¹.

Shell Canada :

Deuxième trimestre de 2000 : « Je suis heureux d'annoncer des résultats d'exploitation records pour le premier semestre » a déclaré le président et chef de la direction de Shell Canada Limitée ; « Cette augmentation découle de la hausse importante du prix des matières dans le secteur des Ressources et d'un redressement des marges de raffinage dans celui des Produits pétroliers »¹².

⁹ FORTIN, Pierre, **Taxe sur l'essence : trop ou trop peu?**, *L'Actualité*, 1^{er} août 2000.

¹⁰ Rapports trimestriels de Esso (l'Impériale), 1^{er} et 2^e trimestre 2000.

¹¹ Rapports trimestriels de Petro-Canada, 1^{er} et 2^e trimestre 2000.

¹² Rapport trimestriel de Shell Canada, 2^e trimestre 2000.

Ultramar Diamond Shamrock :

Premier trimestre de 2000 : « Nous avons pu tirer parti d'une amélioration de 70 % des marges de raffinage du secteur pour une progression supérieure à 400 % du bénéfice net au cours du premier trimestre grâce à nos activités intégrées en croissance, à nos exploitations bien gérées et aux initiatives internes prises de façon soutenue pour améliorer la situation » ; « La vigueur persistante des activités, la solidité des indicateurs de base du marché et d'autres initiatives internes prises de façon soutenue pour améliorer la situation laissent entendre que le bénéfice du deuxième trimestre pourrait être encore meilleur ».

Deuxième trimestre de 2000 : « Ce sont là les résultats trimestriels les plus solides d'Ultramar Diamond Shamrock enregistrés à ce jour. » ; « Nous continuons de présenter une croissance de notre bénéfice supérieure à celle de la marge du secteur »¹³.

Voici donc un tableau des bénéfices des deux premiers trimestres pour 1998, 1999 et 2000 des quatre grandes pétrolières œuvrant au Québec :

	2000	1999	1998
	Total premier semestre	Total premier semestre	Total premier semestre
Esso	554	153	222
Petro-Canada	278	72	61
Shell	336	138	241
Ultramar	290.4	95.8	-54.0

Note : Vous trouverez à l'annexe 3 le détail des bénéfices des deux dernières années.

Pour la compagnie Esso, le bénéfice des deux premiers trimestres de 2000 - 554 millions \$ - totalise presque le bénéfice de l'année 1999 - 582 millions \$. Si la compagnie poursuit une telle rentabilité, elle pourrait aisément doubler ses bénéfices de 1999 pour l'exercice 2000.

Pour Pétro-Canada, le bénéfice des deux premiers trimestres de 2000 - 278 millions \$ - est plus importants que le bénéfice total de 1999 - 233 millions \$. Il ne fait pas de doute qu'en poursuivant ses activités de la sorte, Pétro-Canada doublera assurément ses bénéfices cette année.

En ce qui concerne la compagnie Shell Canada, elle a plus que doublé ses bénéfices aux deux premiers trimestres de 2000 - 336 millions \$ - comparativement au deux premiers trimestres de 1999 - 138 millions \$. En observant les résultats des deux derniers trimestres de 1999 - 503 millions \$ -, on constate qu'ils excèdent les bénéfices de l'année 1998 en entier. Si elle continue ainsi, elle égalera au moins ses bénéfices de l'an dernier sinon elle les dépassera.

Et enfin, pour la compagnie Ultramar Diamond Shamrock, elle a enregistré un bénéfice de 290,4 millions \$ aux deux premiers trimestres de 2000, un montant supérieur aux bénéfices de l'année 1999 - 255,2 millions \$. À titre de comparaison, Ultramar Diamond

¹³ Rapports trimestriels de Ultramar Diamond Shamrock, 1^{er} et 2^e trimestre 2000.

Shamrock a réalisé un bénéfice de 95,8 millions \$ aux deux premiers trimestres de 1999 comparativement à 290,4 millions \$ pour 2000. Il ne fait pas de doute qu'en continuant de la sorte, elle doublera ses profits de 1999 pour l'exercice de 2000.

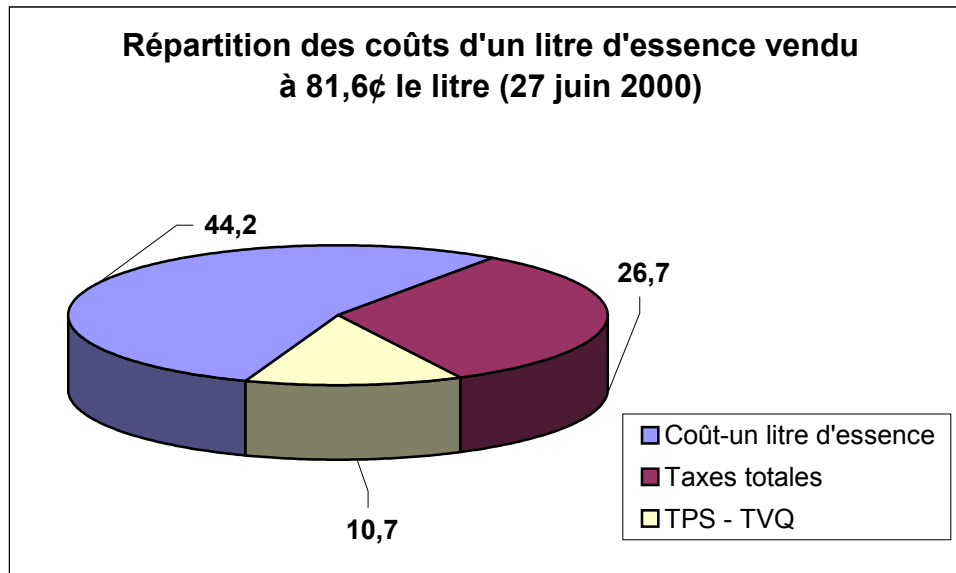
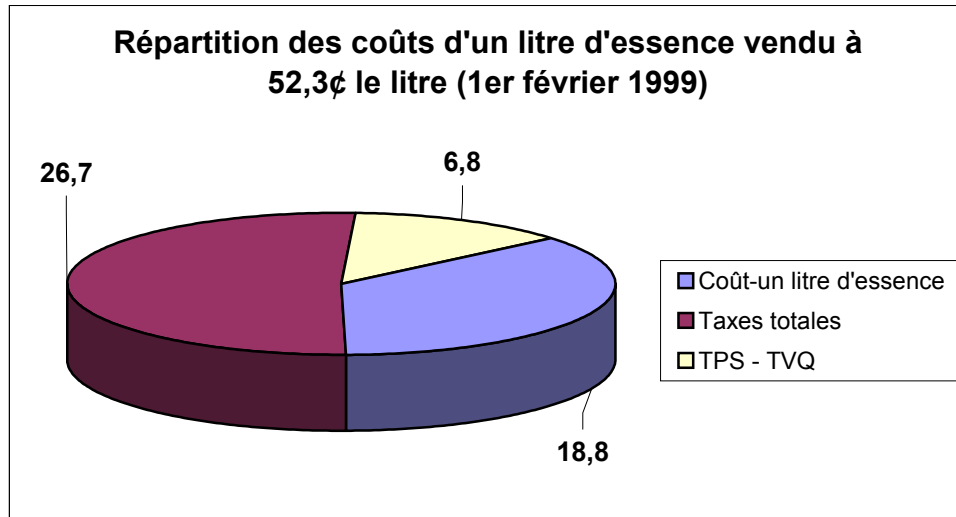
Nous pouvons donc constater clairement l'effet bénéfique qu'a eu cette réduction de production mondiale sur les bénéfices des sociétés pétrolières.

Annexe 1

Détail du prix par litre d'essence en cents - Montréal

	Coût du pétrole brut	Marge - Raffinage	Marge- Distribution	Total au litre avant taxes	Variation en pourcentage depuis janvier 1999 - pétrole brut seulement	Variation en pourcentage depuis janvier 1999 - pétrole brut et raffinage	Variation en pourcentage depuis janvier 1999 - total	Taxe fédérale	Taxe provinciale	Agence métropolitaine de transport (AMT)	Total	TPS	Total incluant TPS	TVQ	Total au litre	Variation en pourcentage depuis janvier 1999
1er janvier 1999	11.1	4.4	3.6	19.1	-	-	-	10.0	15.2	1.5	45.8	3.2	49.0	3.7	52.7	-
1er février 1999	11.0	3.5	4.3	18.8	-0.9%	-6.5%	-1.6%	10.0	15.2	1.5	45.5	3.2	48.7	3.7	52.3	-0.7%
1er mars 1999	13.0	4.3	5.2	22.5	17.1%	11.6%	17.8%	10.0	15.2	1.5	49.2	3.4	52.6	3.9	56.6	7.4%
1er avril 1999	15.4	5.3	6.1	26.8	38.7%	33.5%	40.3%	10.0	15.2	1.5	53.5	3.7	57.2	4.3	61.5	16.8%
1er mai 1999	15.4	5.0	6.6	27.0	38.7%	31.6%	41.4%	10.0	15.2	1.5	53.7	3.8	57.5	4.3	61.8	17.2%
1er juin 1999	15.6	4.6	5.9	26.1	40.1%	30.0%	36.4%	10.0	15.2	1.5	52.8	3.7	56.4	4.2	60.7	15.2%
1er juillet 1999	17.8	6.4	5.5	29.7	60.4%	56.1%	55.5%	10.0	15.2	1.5	56.4	3.9	60.3	4.5	64.9	23.1%
1er août 1999	19.1	7.8	4.7	31.6	72.1%	73.5%	65.4%	10.0	15.2	1.5	58.3	4.1	62.4	4.7	67.1	27.3%
1er septembre 1999	21.4	6.6	4.6	32.6	92.8%	80.6%	70.7%	10.0	15.2	1.5	59.3	4.2	63.5	4.8	68.2	29.5%
1er octobre 1999	20.5	6.2	6.3	33.0	84.7%	72.3%	72.8%	10.0	15.2	1.5	59.7	4.2	63.9	4.8	68.7	30.3%
1er novembre 1999	22.2	6.3	4.2	32.7	100.0%	83.9%	71.2%	10.0	15.2	1.5	59.4	4.2	63.6	4.8	68.3	29.7%
1er décembre 1999	24.0	5.8	3.6	33.4	116.2%	92.3%	74.9%	10.0	15.2	1.5	60.1	4.2	64.3	4.8	69.1	31.2%
1er janvier 2000	24.4	4.5	4.2	33.1	119.8%	86.5%	73.3%	10.0	15.2	1.5	59.8	4.2	64.0	4.8	68.8	30.6%
1er février 2000	26.3	6.2	4.3	36.8	136.9%	109.7%	92.7%	10.0	15.2	1.5	63.5	4.4	67.9	5.1	73.0	38.6%
28 mars 2000	24.5	10.8	3.9	39.2	120.7%	127.7%	105.2%	10.0	15.2	1.5	65.9	4.6	70.5	5.3	75.8	43.9%
11 avril 2000	23.9	9.3	6.1	39.3	115.3%	114.2%	105.8%	10.0	15.2	1.5	66.0	4.6	70.6	5.3	75.9	44.1%
25 avril 2000	22.7	8.0	5.1	35.8	104.5%	98.1%	87.4%	10.0	15.2	1.5	62.5	4.4	66.9	5.0	71.9	36.5%
23 mai 2000	26.5	8.8	4.3	39.6	138.7%	127.7%	107.3%	10.0	15.2	1.5	66.3	4.6	70.9	5.3	76.3	44.8%
13 juin 2000	29.3	9.5	2.9	41.7	164.0%	150.3%	118.3%	10.0	15.2	1.5	68.4	4.8	73.2	5.5	78.7	49.3%
27 juin 2000	29.4	10.0	4.8	44.2	164.9%	154.2%	131.4%	10.0	15.2	1.5	70.9	5.0	75.9	5.7	81.6	54.8%
11 juillet 2000	30.4	8.3	4.9	43.6	173.9%	149.7%	128.3%	10.0	15.2	1.5	70.3	4.9	75.2	5.6	80.9	53.5%
25 juillet 2000	29.7	7.2	5.7	42.6	167.6%	138.1%	123.0%	10.0	15.2	1.5	69.3	4.9	74.2	5.6	79.7	51.3%
8 août 2000	27.5	8.0	5.2	40.7	147.7%	129.0%	113.1%	10.0	15.2	1.5	67.4	4.7	72.1	5.4	77.5	47.2%
22 août 2000	28.3	7.5	4.6	40.4	155.0%	131.0%	111.5%	10.0	15.2	1.5	67.1	4.7	71.8	5.4	77.2	46.5%
12 septembre 2000	33.3	5.8	3.6	42.7	200.0%	152.3%	123.6%	10.0	15.2	1.5	69.4	4.9	74.3	5.6	79.8	51.5%
26 septembre 2000	33.5	6.8	3.8	44.1	201.8%	160.0%	130.9%	10.0	15.2	1.5	70.8	5.0	75.8	5.7	81.4	54.6%

Annexe 2



Annexe 3

**Bénéfices des quatre pétrolières intégrées œuvrant au Québec (millions de dollars canadiens)
1998, 1999 et 2 premiers trimestres de 2000**

		Esso	Petro-Canada	Shell	Ultramar
2000	Total 1-2	554	278	336	290.4
	2e trimestre	285	259	168	190.2
	1er trimestre	269	19	168	100.2
1999	Total année	582	233	641	255.2
	4e trimestre	220	66	358	35.7
	3e trimestre	209	95	145	123.8
	Total 1 et 2	153	72	138	95.8
	2e trimestre	96	64	58	71.6
	1er trimestre	57	8	80	24.2
1998	Total année	554	95	432	-118.8
	4e trimestre	136	19	115	-104.3
	3e trimestre	196	15	76	39.5
	Total 1 et 2	222	61	241	-54.0
	2e trimestre	109	25	126	-77.3
	1er trimestre	113	36	115	23.3